

L'économiste

Le Journal des décideurs

du Bénin

AGI
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21 31 87 33
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en hausse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

CRIET

Liste des 30 détenus libérés

Trente détenus ont été libérés ce mercredi 27 juillet 2022, à la suite d'une décision de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme (Criet). Alidou ... • (Page 10)

Réduction des importations

La Côte d'Ivoire lance un projet agro-industriel d'envergure

Le Premier ministre ivoirien Patrick Achi et Attiogbevi Somado Eklou, chef de la Division agricole à la direction ... • (Page 06)



Réciprocité dans les investissements

• (Page 03) Exportation des céréales

La France et le Bénin revisitent leur coopération

Russie et Ukraine libèrent le blé

La Russie et l'Ukraine ont signé vendredi 22 juillet 2022 à Istanbul un accord de levée de main sur les exportations des céréales. L'ONU et la Turquie ont participé à ... • (Page 04)

Port de Cotonou

L'extension du bassin et la rénovation des quais nord actées

Le Port autonome de Cotonou entre dans une nouvelle phase de sa modernisation ... • (Page 02)

Commerce et production

Vérification de conformité des produits importés et locaux

Réuni en Conseil des ministres, mercredi 27 juillet 2022, le gouvernement béninois a suivi une communication sur la mise en œuvre du programme de vérification de la conformité ... • (Page 10)

Surendettement de l'Afrique

A qui la faute ?

En Afrique les gouvernements ont accumulé des déficits primaires non pas pour réaliser des investissements productifs à long terme, mais pour payer les factures courantes. Ils se sont beaucoup plus endettés pour payer les salaires des fonctionnaires que ... • (Page 04)



GDIZ vue par le ministre français du commerce extérieur

• (Page 11)

« Un miracle économique » salué par Olivier Becht

Bonne fête de l'Indépendance !

Bénéficiez de 30.000 FCFA de remise sur votre réservation en ligne sur brusselsairlines.com avec le code promo : ZFPG90NE4BHM

Réservez votre billet du 25/07 au 15/08/2022 et voyagez entre le 01/08 et le 31/10/2022.



Port de Cotonou

L'extension du bassin et la rénovation des quais nord actées

Le Port autonome de Cotonou entre dans une nouvelle phase de sa modernisation. Lundi 25 juillet 2022, l'acte officiel consacrant le démarrage des travaux d'extension du bassin et la rénovation des quais nord a été signé avec le Groupement Eiffage Génie Civil Marine (EGCM)-Spie Batignolle-Adéoti.

• Sylvestre TCHOMAKOU

Au Bénin, la dynamique de modernisation du Port autonome de Cotonou (PAC) se poursuit. En vue de l'achèvement des projets entamés depuis quelques années, le contrat de réalisation du projet d'extension du bassin et de la rénovation des quais nord a été signé à la salle de Conférence du Port Autonome de Cotonou, lundi 25 juillet 2022. Déroulé en présence des acteurs portuaires, cette signature fait suite à « plusieurs années de travail, partant des études, la défini-



• Au cours de la cérémonie de signature

tion du programme, la conception du Plan Directeur, l'appel d'offres, pour aboutir à la signature de

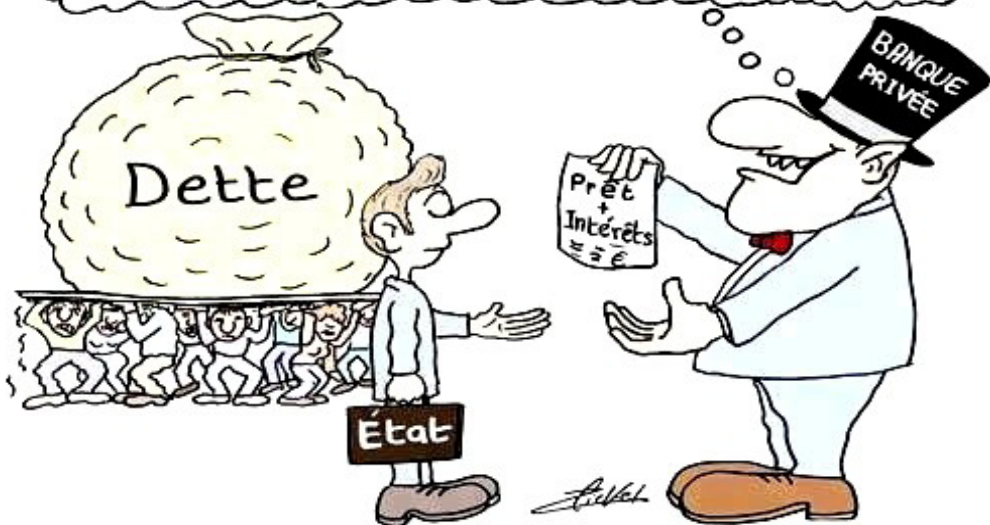
ce contrat », a expliqué le ministre des Infrastructures et des Transports, Hervé Hèhomey. Il poursuit en indiquant que « ce projet fait partie des douze (12) autres que le Gouvernement a inscrits dans son Programme d'Actions pour le Port de Cotonou ». Prenant conscience du défi et des ambitions du Bénin, « nous sommes très attachés aux questions de transfert de compétences, aux questions d'utilisation des ressources locales. Nous sommes également très attachés au délai et à la qualité des réalisations », a-t-il précisé à l'endroit du Groupement Eiffage Génie Civil Marine (EGCM)-Spie Batignolle-Adéoti, chargé des travaux. Le projet intervient un an après le lancement de la construction du terminal vraquier n°5 dont les travaux se poursuivent actuellement.



Cari du jour

L'incroyable escroquerie

Je prête du virtuel pour récolter du réel.



AUX DECIDEURS...

Téléphone, le mal nécessaire

Le 21e siècle est considéré comme le siècle de la communication. Il l'est effectivement à la suite de l'implosion technologique et de la poussée vers l'inclusion financière à travers les transactions électroniques. Le téléphone du 21e siècle, c'est la Vie. Il y en a de toutes les gammes et donc de toutes les bourses. Il y a des téléphones intelligents susceptibles de remplacer l'ordinateur, même si son interface n'offre pas le même confort que l'écran et le clavier d'ordinateur. Ces téléphones permettent de gérer les mails, les comptes bancaires, de convertir des documents Word en PDF, de signer des documents numériques, d'utiliser de nombreuses applications professionnelles et d'exploiter de très nombreux autres services pour être en relation avec ses connaissances de par le monde. Il s'agit de téléphones portables à l'usage de personnes lettrées, capables d'en faire une utilisation plus ou moins optimale. Mais, ils ne sont pas proscrits aux illettrés qui éprouvent le plaisir d'être en compagnie d'un smartphone, pour peu qu'ils disposent de moyens. Car, l'acquisition de ces genres de téléphones, force un peu la bourse. Suivant leurs performances, les coûts varient, en CFA, de 70.000F à des montants effarants pour les plus nantis. Dans cette catégorie de téléphones intelligents, il y en a de bas de gamme à des prix inférieurs à 50.000F. En plus des téléphones intelligents, les fabricants ont bien pensé aux pauvres-illettrés qui ne s'accommodent ni au snobisme, ni aux mondanités. Pour cette catégorie de citoyens, le téléphone sert essentiellement à deux choses : émettre et recevoir des appels, puis recevoir des transferts d'argent électronique. Toute chose qu'effectuent les téléphones intelligents. Le bas peuple acquiert le téléphone qui convient à son statut d'indigent à moins de 10.000F. Alors, il est rare aujourd'hui que les citoyens de toutes conditions sociales se privent de cet outil de communication. En conséquence, ce secteur d'activités est devenu très rentable. Les points de vente s'érigent à profusion. Pour les hommes d'affaires, les acteurs politiques, les gouvernants, les dirigeants et autres personnalités, les dépenses qu'engendre l'utilisation du téléphone leur est certainement marginale. Mais pour les autres citoyens, l'utilisation du téléphone, contraint parfois à se ceindre les reins et à se priver de sa ration alimentaire journalière. Car, créditer le téléphone pour émettre un appel ou envoyer un message est parfois prioritaire que de gaver sa panse avec un bourratif, pourtant si nécessaire. Choisir ou ne pas choisir est tout de même un choix. Priorité à la communication au détriment des cinq besoins fondamentaux de l'homme. Qui sait si, finalement, la communication n'est pas la panacée pour solutionner les besoins fondamentaux humains ?

Jean-Claude KOUAGOU

Eco secret

BEAC : l'attachement validé de la Centrafrique à la monnaie unique de la CEMAC

Le Conseil d'Administration de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), réuni en session extraordinaire le 20 juillet 2022 à Douala, sous la présidence de Monsieur Hervé NDOBA, Ministre des Finances et du Budget de la République Centrafricaine, prend acte de l'attachement de la Centrafrique à la monnaie unique et aux statuts de la BEAC. "Après avoir examiné les implications de la loi régissant la cryptomonnaie en République Centrafricaine sur l'architecture réglementaire de la Communauté en matière monétaire et financière, le Conseil d'Administration a accueilli favorablement l'expression par la République Centrafricaine.

Réciprocité dans les investissements

La France et le Bénin revisitent leur coopération

Sur invitation du Président Patrice Talon, le Président de la République française, Emmanuel Macron est au Bénin pour une première visite officielle depuis hier mercredi 27 juillet 2022. Reçu au Palais de la Présidence de la République et au cours de la conférence conjointe de presse, le président Emmanuel Macron a réitéré les intérêts de la France au président Patrice Talon.

• Falco VIGNON

Au cours de son séjour en terre hospitalière du Bénin, le Chef de l'Etat français a été reçu dans la matinée de ce mercredi 27 juillet 2022, au Palais de la Marina, par le Président de la République, Monsieur Patrice TALON, pour un tête-à-tête suivi d'une séance de travail élargie à l'issue de laquelle divers documents ont été signés dont l'acte de transfert de propriété des 26 œuvres. Une visite des œuvres d'art a été faite par le président et sa délégation. Il faut préciser que le président français est accompagné des ministres des Affaires étrangères, des Armées et des Relations extérieures ainsi que de la secrétaire d'Etat chargée du développement. Plusieurs autres personnalités et investisseurs français sont dans la délégation de Macron. En effet, lors de la conférence de presse conjointe, dans ses propos, le président Patrice Talon a précisé que « le Bénin dispose des moyens financiers pour l'acquisition de l'armement, mais attend un accompagnement de la France. Cette demande a eu un écho favorable auprès des autorités françaises. La France sera toujours aux côtés des autorités béninoises pour faire face à cette menace. Elle le sera, en répondant à vos demandes », a déclaré Emmanuel Macron. Selon le président français, l'appui



de la France en faveur du Bénin se fera constater dans la livraison d'équipements, de formation et de renseignements. Il a annoncé que très incessamment, la France va livrer au Bénin des équipements constitués notamment de gilet pare-balles, de pick-up et autres. Au-delà des équipements, le Bénin attend un armement un peu plus lourd. Là encore, la France est prête à accompagner le Bénin. Le président Talon a évoqué la question de faibles investissements français au Bénin, la formation dans l'enseignement secondaire technique et professionnel et au supérieur, le développement de la culture, etc. Le président Emmanuel Macron a assuré de ce que la France va soutenir le Bénin dans les secteurs demandés par le

président Patrice Talon. Le président Talon se réjouit de l'engagement de la France à débloquent la situation sécuritaire. Pour rappel, le 13 juillet dernier, le président français avait annoncé sa volonté de « repenser d'ici l'automne l'ensemble » des dispositifs militaires de la France en Afrique pour les rendre « moins posés et moins exposés », alors que la force Barkhane est en train de se retirer du Mali, après la dégradation des relations entre Paris et Bamako. Pour Emmanuel Macron, il s'agissait d'une « nécessité stratégique.

Les questions politiques au centre des échanges

Lors des échanges au cours

de la conférence de presse conjointe, les questions politiques ont été abordées. Le chef de l'Etat Patrice Talon n'a pas échappé à la question relative à la libération des détenus politiques et le retour des exilés politiques avec le président français, Emmanuel Macron. Sur ce sujet, le président Talon a fait savoir que les personnes détenues ont réellement posé les actes pour lesquels elles sont poursuivies, mais elles pourraient bénéficier sous son régime ou après lui, d'une grâce, ou de l'amnistie. Selon le chef de l'Etat, quand on vient de loin, il faut être disposé à affronter tous les défis, y compris ses propres travers pour se développer. La situation politique dans laquelle le Bénin était né-

cessitait certaines réformes qui ont été engagées. « Une réforme qui fait plaisir à tout le monde n'est pas une réforme. Une réforme qui marche, qui apporte du nouveau, du positif, forcément, enlève des privilèges "indus". C'est ce qui fait qu'en matière politique, tout ce qui enlève des privilèges ou tente de corriger des acquis, fait toujours l'objet de beaucoup d'histoires, de heurts et de bagarres », a expliqué le président de la République. Pour lui, une chose est de défendre son intérêt politique, l'autre est d'utiliser ou non des moyens non conventionnels ou non répréhensibles pour les défendre. Citant l'exemple des djihadistes, il a souligné qu'une cause, quand

bien même elle est juste, tous les moyens ne sont pas permis pour la défendre, et c'est pareil en politique. Les personnes en cause, soutient le chef de l'Etat, sont des gens qui ont agi dans le champ politique, mais les actes qui ont accompagné leur revendication sont des actes criminels, délictuels qui devraient être punis. Au Bénin, il n'y a pas de détenu politique, personne n'est détenu au Bénin pour son opinion politique. Les gens sont détenus pour avoir agi, pour avoir commis des délits, des crimes dans le champ politique. Il se pourrait que dans les temps à venir, sous son régime ou après lui, que des actes de grâce ou d'amnistie soient pris en faveur de ces gens, a promis Patrice Talon. Le président de la République a par ailleurs émis le vœu que la dynamique en cours au Bénin continue pour rendre le pays crédible. « Ce qui nous importe, c'est que ce pays soit un pays de droit, de démocratie et de liberté mais aussi de bonne gouvernance et nous ne lésinerons sur rien du tout pour que tout cela demeure des valeurs qui vont nous distinguer et qui permettront aux entreprises [...], de venir investir au Bénin, créer des emplois, créer de la richesse », a expliqué le chef de l'Etat.



Surenndettement de l'Afrique

A qui la faute ?

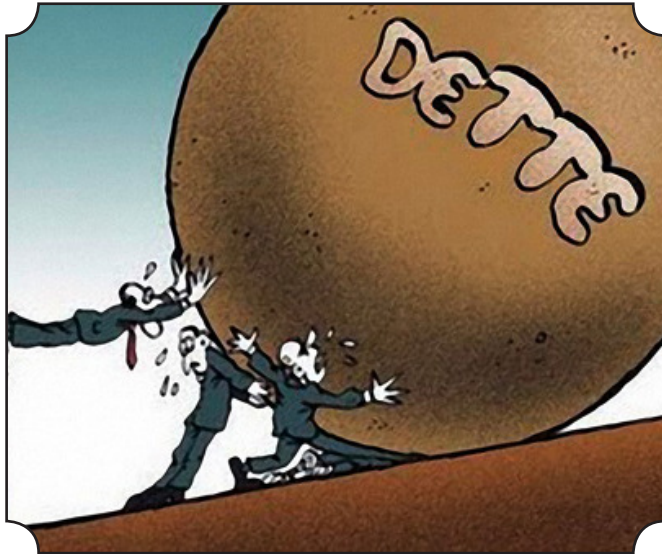
En Afrique les gouvernements ont accumulé des déficits primaires non pas pour réaliser des investissements productifs à long terme, mais pour payer les factures courantes. Ils se sont beaucoup plus endettés pour payer les salaires des fonctionnaires que pour construire des routes, des écoles et des usines. Ceci est une réflexion de Marcello Estevão et Sebastian Essl, deux experts de la Banque mondiale.

● Issa SIKITI DA SILVA

Avant l'invasion russe de l'Ukraine, la pandémie de Covid-19 était devenue le bouc émissaire un peu partout en Afrique où les hommes et les femmes du pouvoir ne cessaient de mettre en cause la crise sanitaire pour avoir plongé le continent dans une situation économique macabre.

Cependant, selon Marcello Estevão et Sebastian Essl, ce serait une erreur de rejeter la faute sur la pandémie si de telles crises devaient survenir.

« Toute crise de la dette commence par des signaux d'alarme ignorés et se termine par de sévères restrictions des investissements dans l'éducation, la santé et les infrastructures. Bien avant la Covid-19, on trouvait déjà les prémices de la situation actuelle. Entre 2011 et 2019, la dette publique d'un groupe de 65 pays en développement a augmenté en moyenne de 18% du Produit intérieur brut (PIB), voire bien plus dans certains cas. En Afrique subsaharienne par exemple, l'endettement a bondi de 27% du PIB en moyenne », expliquent ces deux éminents économistes dans une analyse publiée sur le site de la Banque mondiale.



« Qu'est-ce qui a conduit au creusement de la dette avant la pandémie ? Soyons clairs : il ne s'agit pas de chocs économiques que les gouvernements ne pouvaient pas prévoir. C'est tout simplement le résultat de mauvais choix politiques », affirment-ils.

Les dépenses courantes ont dépassé les investissements en capital dans les 33 pays subsahariens échantillonnés par la Banque mondiale, dont l'analyse de la viabilité de la dette de 65 économies en développement indique que les déficits primaires persistants ont été le principal moteur de l'endettement de ces pays, qui vivaient tout bonnement au-dessus de leurs moyens.

Selon Economy-pedia, le déficit primaire est la différence entre les dépenses courantes d'un État et sa perception de l'impôt. C'est-à-dire qu'il comprend

les dépenses et les revenus publics sans compter les intérêts sur la dette publique.

Maintenant que faire ?

Marcello Estevão et Sebastian Essl lancent un appel solennel aux responsables politiques de faire preuve de bon sens. « Quand on est dans un trou, il faut arrêter de creuser. Et adopter de bonnes politiques maintenant peut encore réparer une grande partie des dégâts ». « Accélérer la croissance est le meilleur moyen d'échapper au piège de la dette est d'en sortir par la croissance, accélérer les réformes fiscales et la restructuration de la dette. Le surendettement peut être résorbé si les gouvernements améliorent les procédures de gestion de la dette et les dépenses publiques, tout en renforçant l'environnement juridique des contrats d'emprunt », renchérisent-ils.

20 minutes

Accord d'Istanbul sur l'exportation des céréales

La Russie et l'Ukraine lèvent l'embargo sur le blé

La Russie et l'Ukraine ont signé vendredi 22 juillet 2022 à Istanbul un accord de levée de main sur les exportations des céréales. L'ONU et la Turquie ont participé à la signature de cet accord visant à endiguer les risques de famine dans le monde. Cependant, les deux pays en guerre depuis le 24 janvier ne sont pas parvenus à un cessez-le-feu.

● Falco VIGNON

La raison a prévalu sur l'égo des belligérants dans la guerre russo-ukrainienne. Les deux parties ont signé un accord sur l'exportation des céréales sous les auspices des Nations unies et d'Ankara. La cérémonie a enregistré la présence du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres et du président turc Recep Tayyip Erdogan grand médiateur entre la Russie et l'Ukraine. Le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou estime que les conditions sont réunies pour l'application « dans les prochains jours » de cet accord « sans précédent » qui vise à soustraire l'humanité de la famine. Selon l'Agence France presse, Antonio Guterres a remercié la Russie et l'Ukraine qui ont « surmonté leurs divergences pour faire place à une initiative au service de tous. Maintenant, cet accord « sans précédent » doit être « pleinement mis en œuvre », a-t-il ajouté. Le président Turc M. Erdogan a de son côté espéré que la signature de ce document allait « renforcer l'espoir de mettre fin à cette guerre » que se livrent depuis près de cinq mois dans l'une des régions les plus fertiles d'Europe deux des plus grands producteurs de céréales du monde. « L'accord d'Istanbul est un pas dans la bonne direction. Nous appelons à sa mise en œuvre rapide », a quant à lui réagi le chef de la diplomatie de l'Union européenne Josep Borrell. « Pour permettre un retour durable à la sécurité dans le monde et à la stabilité économique, (Vladimir) Poutine doit mettre fin à la guerre et se retirer d'Ukraine », a tempéré la cheffe de la diplomatie Liz Truss, Secrétaire d'État aux Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement du Royaume-Uni. Les Etats-Unis avaient dès jeudi salué cette avancée obtenue à Istanbul, tout



en dénonçant le fait que la Russie « utilise les denrées alimentaires comme une arme ».

Des « couloirs sécurisés »

La principale mesure découlant de ce texte est la mise en place de « couloirs sécurisés » afin de permettre la circulation en mer Noire des navires marchands, que Moscou et Kiev s'engagent à « ne pas attaquer », a expliqué un responsable des Nations unies. Il sera valable pour « 120 jours », le temps de sortir les quelque 25 millions de tonnes accumulées dans les silos d'Ukraine tandis qu'une nouvelle récolte approche. Les négociateurs ont toutefois renoncé à nettoyer la mer Noire des mines principalement posées par les Ukrainiens pour protéger leurs côtes : « Déminer aurait pris trop de temps », a justifié l'ONU, qui a précisé que des « pilotes ukrainiens » ouvriraient la voie aux cargos dans les eaux territoriales. La Turquie s'est pourtant dite « prête » vendredi à aider au déminage de cet espace maritime, tandis que la Russie s'est « engagée » à ne pas « profiter » du fait que les ports ukrainiens seront « déminés et ouverts ». Et des inspections des navires au départ et en direction de l'Ukraine auront lieu à Istanbul, afin de répondre aux inquiétudes de la Russie, qui veut avoir la garantie que les cargos n'apporteront pas d'armes aux Ukrainiens.

Les engrais russes

Cet accord est « très important », avait souligné le

Kremlin quelques heures avant sa signature. « Il s'agit d'une part relativement modeste des céréales ukrainiennes, mais il est néanmoins très important que ces céréales atteignent les marchés internationaux », avait déclaré le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov. Il avait aussi estimé qu'il fallait « permettre aux marchés de recevoir des volumes supplémentaires d'engrais et de céréales » russes, dont l'exportation pâtit des sanctions occidentales. Le porte-parole du ministère ukrainien des Affaires étrangères, Oleg Nikolenko, avait martelé jeudi soir à l'AFP que Kiev n'accepterait « que des solutions qui garantissent la sécurité des régions méridionales de l'Ukraine, une position forte des forces armées ukrainiennes en mer Noire et l'exportation sûre des produits agricoles ukrainiens ». Mais, dans le sud fertile de l'Ukraine, des agriculteurs restent sceptiques. L'accord d'Istanbul « donne un peu d'espoir », considère certes un agriculteur de la région, Mykola Zaveroukha, qui attend de pouvoir exporter quelque 13.000 tonnes de céréales. Mais, ajoute-t-il aussitôt, « la Russie n'est pas fiable, elle l'a démontré année après année ». Dans le même temps, les forces russes poursuivent leurs bombardements sans relâche dans la région de Donetsk (est), qui a été au cœur de leur offensive militaire ces derniers mois. La présidence ukrainienne y a recensé vendredi « cinq personnes tuées et 10 blessées au cours des dernières 24 heures ».

Pénurie de gaz russe

Les stocks de gaz français sont remplis à 75

Paris veut remplir les stocks en prévision d'un hiver rude, à l'aune de la guerre en Ukraine. Les stocks français de gaz sont actuellement remplis à 75 %, a indiqué ce mercredi la ministre de la Transition énergétique, Agnès Pannier-Runacher. L'objectif : qu'ils soient pleins à l'automne. « Sur les stockages de gaz stratégiques, nous affichons une avance de près de 20 points par rapport à nos obligations. Nous sommes à 74 % de remplissage de nos stockages stratégiques ce matin, 75 % même, là où la Commission européenne nous demandait 52 % au 1er août », a-t-elle

déclaré sur LCI.

Baisse drastique des livraisons russes « Notre objectif, c'est d'arriver à 100 % avant le 1er novembre », a-t-elle rappelé. Le gouvernement avait annoncé fin juin ce nouvel objectif face aux craintes de pénurie de gaz russe, alors que l'obligation était fixée auparavant à 85 %.

Les ministres de l'Énergie de l'Union européenne se sont accordés mardi à Bruxelles pour que leurs pays réduisent leur consommation de gaz de façon coordonnée, volant ainsi au secours de l'Allemagne, après l'annonce d'une nouvelle baisse drastique des livraisons russes. «

C'est un très bon accord », a salué Agnès Pannier-Runacher.

Le nucléaire en ligne de mire La ministre a par ailleurs évoqué la question de l'électricité, alors que l'arrêt de nombreux réacteurs nucléaires suscite des craintes pour l'approvisionnement l'hiver prochain. « Sur nos 56 réacteurs, 12 sont à l'arrêt aujourd'hui pour des soupçons ou des découvertes avérées de corrosion. L'Autorité de sûreté nucléaire rendra son avis aujourd'hui sur le plan proposé par EDF, pour dire si ce plan lui paraît approprié ou non », a-t-elle indiqué.

Indicateurs économiques du Bénin

Indicateurs de croissance

Indicateur de croissance	2015	2016	2017	2018 (e)	2019 (e)
PIB (milliards USD)	8,30	8,58 e	9,41 e	10,62	11,56
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	2,1	4,0 e	5,4 e	6,0	6,3
PIB par habitant (USD)	764 e	771 e	826 e	910	969
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	42,425	50,267	53,364 e	53,557	51,546
Taux d'inflation (%)	0,3	-0,8	2,0 e	2,1	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,70	-0,62 e	-0,82 e	-0,75	-0,80
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-8,4	-7,2 e	-8,7 e	-7,1	-6,9

Source : FMI - World Economic Outlook Database - Dernières données disponibles. Note : (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2013	2014	2015	2016	2017
Franc CFA BCEAO (XOF)- Taux de change annuel pour 1 EURO	630,96	630,63	631,22	630,86	531,31

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	43,2	18,5	38,3
Valeur ajoutée (en % du PIB)	25,6	23,4	51,1
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	4,4	4,5	3,6

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les indicateurs de Commerce

Indicateurs du commerce extérieur	2012	2013	2014	2015	2016
Importations de biens (millions USD)	2.339	3.010	3.823	3.028	2.251
Exportations de biens (millions USD)	1.443	1.982	2.563	2.032	1.354
Importations de services (millions USD)	575	761	884	n/a	712
Exportations de services (millions USD)	414	500	456	n/a	382
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	12,3	30,0	16,1	-8,4	1,4
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	24,1	20,7	24,8	-10,1	7,0
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-559	-612	-710	-505	-669
Commerce extérieur (en % du PIB)	59,7	69,5	76,5	68,0	70,2
Importations de biens et services (en % du PIB)	35,1	41,3	44,5	39,8	39,7
Exportations des biens et services (en % du PIB)	24,6	28,2	32,1	28,2	30,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2015
Inde	13,0 %
Niger	9,6 %
Malaisie	8,8 %
Singapour	7,9 %
Vietnam	7,5 %
Bangladesh	7,4 %
Nigeria	6,3 %
Chine	5,3 %
Indonésie	3,7 %
Pakistan	2,8 %

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2015
France	11,7 %
Chine	10,8 %
Inde	9,8 %
Togo	8,5 %
Thaïlande	7,7 %
Espagne	6,0 %
Belgique	4,9 %
Etats-Unis	3,3 %
Nigeria	3,3 %
Pays-Bas	3,2 %

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Investissement

Les IDE en chiffres

	Bénin	Afrique Subsaharienne	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,0	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	9,0	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	4,0	8,0
Index de protection des investisseurs****	4,0	4,3	6,5	6,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles.

Note: *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. **** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Investissement Direct Etranger	2014	2015	2016
Flux d'IDE entrants (millions USD)	405	150	161
Stocks d'IDE (millions USD)	1.607	1.666	1.690
Nombre d'investissements Greenfield***	1	5	0
IDE entrants (en % de la FBCF****)	14,6	6,8	7,7
Stock d'IDE (en % du PIB)	16,5	20,1	19,7

Source : CNUCED - Dernières données disponibles.

Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

PIB	dernier	Référence	Précédent
Taux de croissance annuelle du PIB	5,5	Mars 2018	5,5
PIB	9,27 milliards USD	Déc 2017	8,57
Pib par habitant	860 USD	Déc 2017	837
Pib par habitant Ppp	2064 USD	Déc 2017	2010
Prix constant du Pib	4095 de FCFA- Milliards	Déc 2016	3939
Pib de l'agriculture	855 de FCFA- Milliards	Dec 2016	878
Pib de la fabrication	874 de FCFA- Milliards	Dec 2016	779
Pib du secteur des mines	14,7 de FCFA- Milliards	Dec 2016	10,7
Pib de l'administration publique	316 de FCFA- Milliards	Déc 2016	315
Pib des services	1510 de FCFA- Milliards	Déc 2016	1491

Source : trading economics

Tarifs	Dernier	Référence	Précédent
Taux d'inflation	0.8%	Mai 2018	1.9
L'inflation alimentaire	1.8%	Mai 2018	5.3
Indice des prix à la consommation	113 Index-Points	Mai 2018	113
CPI Housing Services publics	115 Index-points	Mai 2018	115
CPI Transport	114 Index-Points	Mai 2018	114

Source : trading economics

Argent	Dernier	Référence	Précédent
taux d'intérêt	4.5%	Juin 2018	4.5
Fort taux d'intérêt	6.93%	Déc 2016	6.99
Taux interbancaire	5.08%	Mai 2018	3.75

Source : trading economics

Commerce	dernier	Référence	Précédent
Balance commerciale	-190 FCFA - Milliards	Mars 2018	-408
Exportations	147 FCFA - Milliards	Mars 2018	82.05
Importations	338 FCFA - Milliards	Mars 2018	490
Compte courant	-809 USD million	Dec 2016	-745
Compte courant par rapport au PIB	-7.1%	Dec 2016	-6.5
Indice de terrorisme	0	Dec 2016	0

Source : trading economics

Gouvernement	dernier	Référence	Précédent
La dette publique au PIB	23.2%	Dec 2016	21.3
Budgets du gouvernement	-5.8% of GDP	Dec 2017	-6.2
Cote de crédit	30	-	-
Dépenses militaires	112 USD Million	Dec 2017	79.58

Source : trading economics

Entreprise	dernier	Référence	Précédent
Vitesse Internet	1517KBps	Mars 2017	1642
Adresses IP	5580 IP	Mars 2017	5652
Utilisation de la capacité	57.9%	Mars 2018	63.4
Indice de compétitivité	3.47 points	Dec 2018	3.47
Compétitivité rang	120	Dec 2018	124
Indice de la corruption	39 Points	Dec 2017	36
Corruption rang	85	Dec 2017	95
Facilité de faire des affaires	151	Dec 2017	155
Production industrielle	5.4%	Mars 2018	26.6
Indice économique avancée	0.8%	Fev 2018	0.7

Guerre en Ukraine

La France veut réduire de 15 % sa consommation de gaz en seulement huit mois

Cap ou pas cap ? Alors que la menace d'une coupure complète de gaz russe plane sur l'Union européenne à l'approche de l'hiver, les Vingt-Sept organisent la riposte. Les Etats membres viennent de voter à la majorité un plan prévoyant la réduction coordonnée de leur consommation de gaz de 15 % d'ici à mars 2023. Un bien bel objectif, qui ne demande pas les mêmes efforts à tout le monde. La France est-elle est mesure de relever ce défi énergétique ? 20 Minutes s'est penché sur cette délicate équation.

Comment est répartie la consommation de gaz en France ?

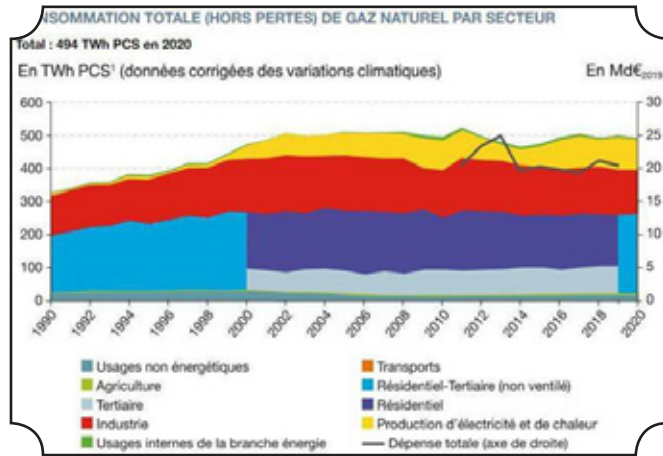
En 2020, selon les chiffres du gouvernement, la France a consommé près de 495 TWh PCS (1 TWh PCS = 1 milliard de kWh). La courbe étant plutôt stable depuis 2016, si c'est sur ce montant que la réduction de 15 % est effectuée, cela nécessiterait de descendre aux alentours de 421 TWh PCS.

Répartition de la consommation de gaz en France par secteurs entre 1990 et 2020. - Ministère de la Transition écologique

Ce graphique publié par le ministère de la Transition écologique illustre la répartition de cette consommation de gaz. On observe qu'environ 20 % de la consommation est imputée à la production d'électricité et de chaleur, près de 20 % sont consommés par le secteur tertiaire (les commerces, par exemple, ou les bâtiments non résidentiels), quelque 30 % par les bâtiments résidentiels (immeubles et maisons confondus) et presque le même pourcentage par l'industrie. La part consommée par l'agriculture, les transports ou encore les usages internes de la branche énergie sont minimes en comparaison.

Une réduction de 15 % en huit mois, en plein hiver, c'est faisable ?

Pour Ines Bouacida, chercheuse climat-énergie à l'Institut du développement durable et des relations internationales, la réponse est oui, à condition que tout le monde y mette du sien. « Il n'est pas question de revenir à la bougie, mais de modifier ses habitudes. Chaque petit geste compte, car si tout le monde les fait, c'est déterminant. » L'experte prend ainsi l'exemple du Japon qui, après la catastrophe de Fuku-



shima en 2011, était parvenu à réduire sa consommation d'électricité de 15 % par une série de petites mesures de rationnement.

Autre point, cette réduction de 15 % est faisable, mais pas obligatoire, a rappelé le ministère de l'Ecologie lors d'un point presse ce mercredi. D'abord parce que « le texte voté par les Etats membres ne prévoit pas de sanctions », nous indiquent, et ensuite parce qu'une réduction obligatoire de 15 % « ne s'applique qu'en cas de crise, ce qui n'est pas le cas pour l'instant ». Le ministère explique également que le texte prévoit des dérogations auxquelles la France peut souscrire. « Si nous démontrons que nous sommes capables d'exporter du gaz au maximum de nos capacités vers nos voisins, l'objectif n'est plus de 15 %, mais de 7 % ». Quoi qu'il en soit, il va falloir réduire.

Comment réduire la consommation de gaz de chauffage ?

Que cela soit pour les entreprises, l'Etat ou les particuliers, eh bien, la réponse est simple, il faut baisser la température. Même un tout petit peu. Ines Bouacida rappelle que pour les bâtiments chauffés au gaz, « baisser de 1 degré le chauffage permet de réduire de 7 % sa consommation ». On imagine les économies en faisant chuter encore un peu plus le thermostat. D'autant qu'aujourd'hui « en Europe, on se chauffe en moyenne à 22 °C l'hiver », indique l'experte, rappelant que l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) recommande de se chauffer à 19 °C seulement.

Une préconisation que le ministère de l'Ecologie entend inscrire dans son plan de sobriété énergétique, sans pour autant l'imposer aux particuliers. L'accent sera d'abord mis sur l'administration, par souci « d'exemplarité de la part de l'Etat », puis sur les industries et le secteur privé, a indiqué le ministère.

Comment réduire la consommation d'électricité ?

A part « débrancher un maximum de prises électriques », couper le wifi ou « baisser un peu la clim », comme l'a suggéré Olivier Véran la semaine dernière, les Français peuvent également éviter de consommer de l'électricité lors des périodes de tension, en « privilégiant plutôt une machine à laver à 22 ou 23 h plutôt qu'à 11 h », suggère Ines Bouacida. Pour l'experte, il y a donc tout un enjeu de communication que doit mettre en place l'Etat auprès des citoyens pour les guider dans leurs changements d'habitudes. Pour ce qui est des entreprises, le 18 juillet dernier, la fédération Perifem, qui rassemble l'ensemble des acteurs de la distribution, a déjà annoncé une série de mesures énergétiques déployées à compter du 15 octobre. Les grands supermarchés comme E.Leclerc, Carrefour, Système U, Franprix, Monoprix, Lidl ou encore Picard se sont ainsi engagés à éteindre les enseignes lumineuses « dès la fermeture du magasin » et à « systématiser la baisse d'intensité lumineuse ». Des mesures d'urgence prévoient même de baisser la température des points de vente à 17 °C cet automne et cet hiver, en cas de demande d'une autorité régulatrice. Ils ont été suivis dans la foulée par des centaines de milliers de commerces, allant de l'hypermarché au petit détaillant en prêt-à-porter, qui se sont eux aussi engagés à réduire leur consommation d'énergie. Pour le secteur de l'industrie en revanche, les marges de manœuvre sont un peu moins larges, reconnaît Ines Bouacida. « La consommation d'énergie est beaucoup plus contrainte que pour celles des bâtiments, par exemple. Avec à la clé des diminutions de production industrielle. » Sur ce volet, les Etats membres de l'Union discutent de mesures pour réduire la production en échange de rétributions.

20 minutes

Réduction des importations alimentaires

La Côte d'Ivoire lance un projet agro-industriel d'envergure



Le Premier ministre ivoirien Patrick Achi et Attiogbevi Somado Eklou, chef de la Division agriculture à la direction générale pour l'Afrique de l'Ouest de la Banque africaine de développement, des membres du gouvernement et des partenaires internationaux procèdent, ce mercredi 27 juillet 2022, au lancement officiel du Projet de développement du pôle agro-industriel dans la région Nord (2PAI-Nord), à Sinématiali

(nord de la Côte d'Ivoire). Le projet, gigantesque, va permettre de transformer le secteur agro-industriel et stimuler une croissance agricole inclusive, réduisant ainsi la pauvreté et les importations alimentaires du pays. Le projet est financé à hauteur de 87,6 millions d'euros, à travers trois prêts : un premier de 42 millions d'euros de la Banque africaine de développement, un deuxième de 12 millions d'euros du Fonds africain de développement – le guichet de financement concessionnel du Groupe de la Banque – et un troisième prêt de 33,6 millions d'euros, octroyé via l'Africa Growth Together Fund, un fonds cofinancé avec la Chine. Le projet bénéficie également de l'appui financier de plusieurs autres bailleurs : la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) (72,2 millions d'euros) ; le fond de l'OPEP (51,8 millions d'euros) et la Fondation Saemaul pour la globalisation (6 millions d'euros). Le projet cible les filières riz, maïs, mangue, anacarde, karité ainsi que les produits animaux et halieutiques. Il prévoit notamment l'installation d'un hub central viabilisé (voiries et réseaux divers, électricité avec de l'énergie verte et un éclairage solaire, assainissement, guichet unique, recyclage des déchets...) pour accueillir les grandes unités industrielles et les services connexes (logistique, services). Cinq centres d'agrégation et de services seront construits pour servir de sites de stockage, de conditionnement secondaire et de transformation primaire des produits agricoles. Le projet prévoit la construction de plusieurs barrages : six barrages hydroagricoles pour irriguer 5 000 hectares de terre cultivables et vingt barrages agropastoraux pour alimenter des parcelles maraîchères, de sorte à améliorer l'adaptation aux aléas climatiques. Le projet couvre les régions de Bagoué, du Hambol, du Poro et du Tchologo, qui comptent 2,16 millions d'habitants environ, soit 9,4 % de la population ivoirienne. L'agriculture et l'élevage y représentent 60 à 65 % de l'activité économique. Quelque 400 000 personnes (la moitié de femmes et de jeunes) devraient directement profiter du Projet de développement du pôle agro-industriel dans la région Nord, et voir leurs revenus augmenter. Ce qui devrait faire reculer le chômage et le sous-emploi et, a contrario, renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le projet, qui va générer 25 000 emplois directs et 45 000 emplois indirects, va bénéficier à quelque 1,2 million de personnes indirectement.

Marchés publics au Cameroun

101 entreprises risquent la résiliation de leurs contrats pour abandon de chantier

La plupart des marchés en souffrance auraient dû être livrés en trois ou quatre mois et certains attribués depuis 2018 n'ont tout simplement pas été livrés quatre ans plus tard. Le ministre en charge des Marchés publics, Ibrahim Talba Malla (photo), vient de publier une liste de 101 entreprises menacées de résiliation de contrat pour abandon de chantiers au cours de l'exercice 2021. Pour éviter cette sanction, explique l'autorité des marchés publics

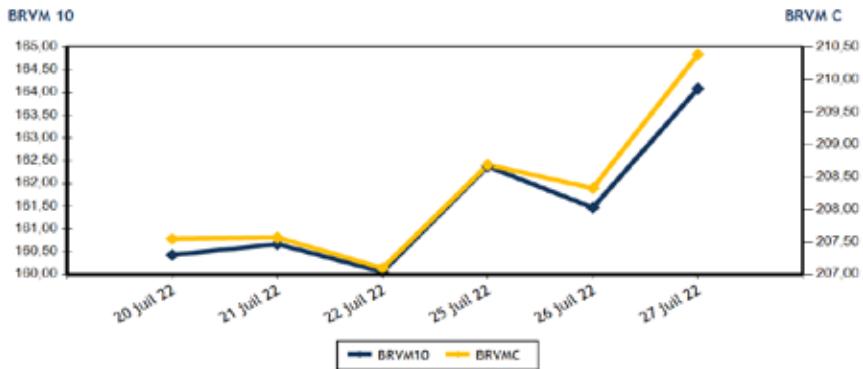


au Cameroun, ces prestataires disposent d'un délai de 21 jours pour reprendre ou achever les travaux concernés ou produire les justificatifs de leur absence. Sur cette liste, l'on note qu'il y a des entreprises qui ont gagné des marchés dont les montants sont compris entre 50 et 100 millions FCFA, mais qui n'ont pas encore lancé leurs chantiers depuis plus d'un an. Pourtant, la plupart de ces marchés auraient dû être livrés en trois ou quatre mois. Certains marchés attribués depuis 2018 n'ont tout simplement pas été livrés quatre ans plus tard. (Agence Ecofin) - La résiliation de contrat pour abandon de chantier n'est pas une nouveauté. Différents ministères se livrent presque chaque année à cet exercice, mais le phénomène, lui, persiste. Des acteurs de la chaîne de la commande publique soutiennent d'ailleurs que cette mesure est inefficace. Car, disent-ils, avec les facilités existantes dans le domaine de la création des entreprises, il suffit pour les entreprises suspendues de changer de dénomination, tout en conservant les mêmes dirigeants, pour être de nouveau éligibles à la commande publique. Selon l'Agence de régulation des marchés publics (ARMP), l'abandon des chantiers peut s'expliquer par le phénomène de corruption et l'attribution biaisée des marchés. « Il a été démontré que le secteur des marchés publics, partout dans le monde et au Cameroun en particulier, est un domaine très exposé à la corruption. Cette activité faisant courir beaucoup de personnes qui à tort ou à raison pensent venir y faire fortune, c'est ainsi qu'on y retrouve beaucoup d'aventuriers n'ayant aucune expérience en la matière entraînant par ce fait la mauvaise exécution ayant pour conséquence les chantiers abandonnés », explique l'ARMP.

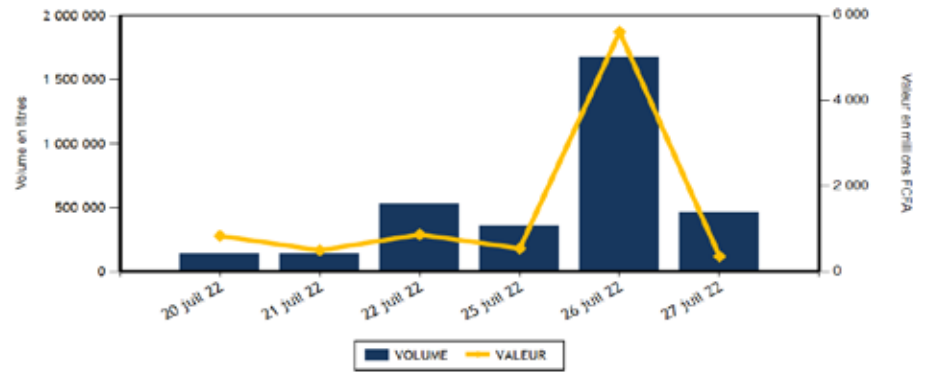
Ecofin du 27 Juillet 2022

BRVM 10 164,09	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE	BRVM Composite 210,39
Variation Jour ↑ 1,62 %	mercredi 27 juillet 2022	Variation Jour ↑ 0,99 %
Variation annuelle ↑ 6,89 % N° 143	Site : www.brvm.org	Variation annuelle ↑ 4,01 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 333 229 162 948	0,99 %
Volume échangé (Actions & Droits)	461 280	-59,94 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	350 565 005	-24,55 %
Nombre de titres transigés	43	7,50 %
Nombre de titres en hausse	17	88,89 %
Nombre de titres en baisse	13	-18,75 %
Nombre de titres inchangés	13	-13,33 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ORAGROUP TOGO (ORGT)	3 665	7,48 %	-12,53 %
NESTLE CI (NTLC)	7 600	5,78 %	65,04 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	19	5,56 %	5,56 %
TOTAL CI (TTLC)	2 335	5,42 %	11,19 %
UNIWAX CI (UNXC)	1 350	4,65 %	-32,50 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	116,09	1,14 %	5,43 %	9 406	46 060 800	27,49
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	475,97	-0,02 %	6,04 %	13 987	85 393 720	9,41
BRVM - FINANCES	15	78,25	1,77 %	1,45 %	415 188	84 282 345	7,54
BRVM - TRANSPORT	2	462,23	4,03 %	-25,70 %	1 662	2 998 700	7,42
BRVM - AGRICULTURE	5	331,10	0,15 %	36,08 %	18 055	126 914 605	6,16
BRVM - DISTRIBUTION	7	376,43	1,19 %	-7,61 %	2 609	4 487 285	28,57
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 394,29	-4,64 %	54,80 %	373	427 550	13,57
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	8,23	
Taux de rendement moyen du marché	6,60	
Taux de rentabilité moyen du marché	8,17	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	101	
Volume moyen annuel par séance	1 190 260,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 589 622 815,62	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Valeur annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé / capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

 <small>CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU BÉNIN ANNUAIRE CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE 21 BP 1000 Cotonou Tel : (229) 21 31 21 26 Fax : (229) 21 31 21 27</small>	 <small>CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE ANNUAIRE CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE 21 BP 1000 Cotonou Tel : (229) 21 31 21 26 Fax : (229) 21 31 21 27</small>	 <small>CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE ANNUAIRE CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE 21 BP 1000 Cotonou Tel : (229) 21 31 21 26 Fax : (229) 21 31 21 27</small>	 <small>CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE ANNUAIRE CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE 21 BP 1000 Cotonou Tel : (229) 21 31 21 26 Fax : (229) 21 31 21 27</small>	 <small>CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE ANNUAIRE CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE 21 BP 1000 Cotonou Tel : (229) 21 31 21 26 Fax : (229) 21 31 21 27</small>	 <small>CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE ANNUAIRE CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE 21 BP 1000 Cotonou Tel : (229) 21 31 21 26 Fax : (229) 21 31 21 27</small>	 <small>CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE ANNUAIRE CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE 21 BP 1000 Cotonou Tel : (229) 21 31 21 26 Fax : (229) 21 31 21 27</small>	 <small>CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE ANNUAIRE CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE 21 BP 1000 Cotonou Tel : (229) 21 31 21 26 Fax : (229) 21 31 21 27</small>
---	--	--	--	--	--	--	--

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

 Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN 001 BP 8690 RP uca@ucasgi.com (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00 (229) 21 31 00 21 www.ucasgi.com	 Carré 211 St Michel immeuble SGI-Bénin 01 BP 4546 Cotonou. Tél : (229) 21 31 15 41 21 31 15 71	 Groupe BMCE BANK BOA CAPITAL SECURITIES Siège BOA Benin, Boulevard de France Tel : (229) 21315343/64182121	 SOCIETE DE BOURSE Immeuble de l'Africaine des Assurances Face à la Direction de l'Emigration Immigration 01 BP 8668 RP Cotonou contact@agi-agi.com +229 21318733 +229 21316065	 Avenue Steinmetz Face Immeuble Air Gabon 01 BP 6002 COTONOU BENIN Tél : (229) 21 31 88 35 / 21 31 88 36	 BIIC Financial Services Société de gestion et d'intermédiation Boulevard Saint Michel Immeuble Agence BIIC Dapokpa 01 BP. 7700 Cotonou Tél. +229 21324875 Tél. +229 21324876 sgjifs@biic-financialservices.com
--	--	---	---	---	--

Quelques pharmacies à Cotonou

N°	NOM DE LA PHARMACIE	TELEPHONE	ARR
1	SILOE DEGAKON	99070606	1ER
2	SURU-LERE	64341313/99480846	
3	TANTO	64104471	
4	REINE DES GRÂCES	95360822	2EME
5	ADETONA LOMNAVA	94012397	3EME
6	AGBODJEDO	63425131/61822725	
7	LA BENINOISE	60502956/21377190/21330646	4EME
8	NOUVELLE PHARMACIE DE L'HABITAT	63045618/99947477/95508789	
9	ATINKANMEY	94012392/60019772	5EME
10	GANJI	95943682/60805039	
11	ZONGO	95846920	
12	DES 4 THERAPIES	21323330/98846095	6EME
13	JERICO	95846914	
14	SAINTE EUPHRASIE DE VOSSA	69510000	
15	MAHUTON	52018944	7EME
16	AMEN	63016565/67309529	
17	MARINA	94018724	8EME
18	SAINTE GABRIEL	95605656	
19	KINDONOU	21380115	9EME
20	DE L'AMITIE	21380512/95869239	10EME
21	NOUVELLE PHARMACIE FIFADJI	62646802	
22	VEDOKO	94018722	
23	DE LA PAIX	21303865/97604362	11EME
24	LA MADONE	95338399/94013982	12EME
25	SAINTE LOUIS	95859686	
26	LES PYLONES	66826813/95924231	13EME
27	LULI LULI	98656060	

Prix des produits hydrocarbures et gaz

Produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Essence	1l	600
Pétrole	1L	851
Gasoil	1L	668
Mélange	1L	615
Gaz domestique	6kg (petite bouteille)	4770
	12,5kg (moyenne bouteille)	9900
	18kg (grande bouteille)	14.300
Huile à moteur (essence)	Bidon (1L)	2.900
	Bidon (4L)	9.590
Huile à moteur (diésel)	Bidon de 4Littres	10.535
Huile à moteur (Atf boîte automatique)	2littres	6.320
Huile à moteur (à pont EP 90)	2Littres	6.130
Huile à moteur en vrac	1Litre	2.265
Huile à moteur diesel	1Litre	2.165
Huile à 2 temps en vrac	1L	1.635
Graisse	0,400g	2.940
Eau distillée	1,5L	850
Eau de refroidissement	Bidon (1,5L)	1.600
	Bidon (5L)	5.000
Electrolyte	5L	4.000
E140 en vrac	1L	2.175
E140 camion et 4X4	Bidon de 2L	6.295

Source : Station « JNP » Mardi 26 Juillet 2022

Les marchés locaux qui s'animent par huitaine

Départements	Lieux	Noms	Jours
Alibori	Malanville	Malanville	dimanche
	Ségbana	Ségbana	dimanche
	Bérébouaye	Bérébouaye	samedi
	Malanville	Malanville	samedi
	Karimama	Karimama	vendredi
		Matéri	Matéri
Tanguiéta		Tanguiéta	lundi
Cobly		Cobly	mercredi
	Gaouga	Gaouga	mardi
	Kassoua	Kassoua	mardi
Mono	Grand-Popo	Grand-Popo	mardi
	Agoué	Agoué	mercredi
Zou	Djalloukou	Djalloukou	dimanche
	Massi	Massi	dimanche
	Agouna	Agouna	mardi
	Ikémon	Ikémon	mercredi
Borgou	Gogounou	Gogounou	dimanche
	Bembéréké	Bembéréké	jeudi
	Kalalé	Kalalé	jeudi
	Tchaourou	Tchaourou	lundi
	Tchikandou	Tchikandou	mardi
	Fô-Bouré	Fô-Bouré	mercredi
	Sokka	Sokka	mercredi
	Parakou	Azeke	samedi
	N'Dali	N'Dali	samedi
	Dunkassa	Dunkassa	vendredi
Collines	Ouédémè	Ouédémè	dimanche
	Ouessè	Ouessè	jeudi
	Gobada	Gobada	lundi
	Savè	Savè	lundi
	Tchetti	Tchetti	lundi
	Glazoué	Glazoué	mercredi
	Lahotan	Lahotan	mercredi
Donga	Bénin	Bénin	jeudi
	Tokotoko	Tokotoko	lundi

Jours du marché Dantokpa

Juillet 2022

Vendredi 1 Juillet 2022

Mardi 5 Juillet 2022

Samedi 9 Juillet 2022

Mercredi 13 Juillet 2022

Dimanche 17 Juillet 2022

Jeudi 21 Juillet 2022

Lundi 25 Juillet 2022

Vendredi 29 Juillet 2022

Taux de change

Devises étrangères	Franc CFA (1Xof)
Dollar (USD)	652,73
Euro	655,95
Livre Sterling (GBP - Grande Bretagne)	775,87
Naira (NGN - Nigeria)	1,57
Cedi (GHS - Ghana)	80,69
Rand (ZAR - Afrique du Sud)	38,18
Yen (JPY)	4,7
Yuan (CNY)	97,15
Rouble russe (RUB)	10,44
Franc Suisse (CHF)	665,26
Franc Guinéen (GNF)	0,07
Roupie indienne (INR)	8,2
Droits de tirage spéciaux (FMI)	856,57
Or (XAU)	1131857,00
Argent (XAG)	12480,68

Prix des produits de première nécessité appliqués dans les marchés

produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Maïs	Tongolo	250
Mil	Tongolo	350/400
Gari ordinaire	Tongolo	350
Gari fin	Tongolo	400
Haricot rouge	Tongolo	650
Haricot blanc	Tongolo	700/800
Arachide décort. Gros grains	Tongolo	800
Piment vert (gbataki)	Tongolo	500
Tomate fraîche	Grand Panier	40.000/50.000
Oignon p m g	Panier (40)	1500/2000/3000
Farine de cossette d'igname	Tongolo	1000
Sésame qualité supérieure	Tongolo	1000
Sel marin local	Tongolo	350
Sel marin importé	Tongolo	350
Sucre en morceau	Paquet	600
Sucre en poudre	1kg	500
Riz ordinaire	Tongolo	Entre 500 et 900
Huile d'arachide locale	1litre	1400
Huile végétale importée	1litre	1700
Huile rouge locale	1,5litre	1000
Igname ordinaire	Tas	3500
Igname à piler	Tas	4500
Savon palmida	1pain	200
Lait concentré sucré BB et autres	250g	400/500
Lait concentré sucré Jago	Plus d'1kg	1200
Lait concentré non sucré Peak	250g	450
Sardine à huile	250g	500
Couscous Sipa	500g (en sachet)	850
Spaghetti Matanti	250g/500g (en sachet)	300/450
Coquille Maman et autres	250g/500g (en sachet)	300/450
Concentré de tomate	150g/250g/1kg	125/275/450/1900
Banane	Régime	Entre 3000 et 4000
Œuf	Plateau	2400/2600

Source : Quotidien l'Economiste du Bénin, fait le 26/07/ 2022

Cours des matières Premières Mardi 26 Juillet 2022

Matière première	Mois	Dernier	Var.	Var. %	Heure
Or	Août 2022	1.731,95	-10,35	-0,59%	21:17:03
XAU/USD		1.733,77	-8,57	-0,49%	21:17:32
Argent	Sept 2022	19,067	-0,169	-0,88%	21:17:11
Cuivre	Sept 2022	3,4242	-0,0978	-2,78%	21:17:32
Platine	Oct 2022	857,90	-24,90	-2,82%	21:17:32
Palladium	Sept 2022	2.137,50	-19,10	-0,89%	21:17:01
Pétrole brut WTI	Août 2022	103,61	-1,18	-1,13%	21:17:32
Pétrole Brent	Sept 2022	106,57	-0,45	-0,42%	21:17:32
Gaz naturel	Août 2022	6,429	+0,395	+6,55%	21:17:14
Fioul	Août 2022	3,7730	+0,1001	+2,73%	21:17:28
Essence RBOB	Août 2022	3,4612	+0,0141	+0,41%	21:17:28
Gasoil Londres	Août 2022	1.123,00	+49,50	+4,61%	21:17:26
Aluminium		2.380,00	-72,00	-2,94%	19:25:38
Zinc		3.049,50	-32,00	-1,04%	19:27:17
Nickel		21.880,00	+132,50	+0,61%	19:55:12
Cuivre		7.611,00	-179,00	-2,30%	19:30:02
Blé américain	Sept 2022	855,30	-35,70	-4,01%	20:20:06
Riz Paddy	Sept 2022	16,532	+0,077	+0,47%	20:20:06
Maïs américain	Sept 2022	635,00	+1,75	+0,28%	20:19:59
Soja américain	Août 2022	1.519,12	+6,12	+0,40%	20:19:57
Huile de Soja américaine	Déc 2022	61,28	+0,79	+1,31%	20:19:56
Farine de soja	Déc 2022	400,10	-3,60	-0,89%	20:20:06
Coton américain	Déc 2022	94,88	-0,75	-0,78%	20:20:01
Cacao américain	Sept 2022	2.378,00	+60,00	+2,59%	19:29:00
Café US C	Sept 2022	212,92	-7,53	-3,42%	19:30:04
Café de Londres	Sept 2022	1.968,00	-2,00	-0,10%	18:30:07
Sucre américain	Oct 2022	18,92	-0,10	-0,53%	18:59:00
Jus d'orange	Sept 2022	164,18	+0,63	+0,39%	20:00:07
Bétail	Août 2022	136,30	+2,35	+1,75%	20:04:59
Porc	Juill 2022	113,18	+0,32	+0,29%	20:04:57
Bovins d'engraissement	Août 2022	174,96	+2,48	+1,44%	20:05:04
Bois de construction	Juill 2022	663,00	+4,00	+0,61%	20:39:44
Avoine		486,10	+1,90	+0,39%	20:19:17

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
« Africa Expo 2022 »	15-17 Juillet 2022	Malaisie	(+603) 8077 0666 E-mail : hello@africa-xpo.com
5e Congrès mondial d'agroforesterie	17-20 Juillet 2022	Canada	https://www.agroforestry2022.org/fr
Exposition Internationale sur l'Agroalimentaire- MIACES 2022	26-28 Juillet 2022	Malaisie	Tél : + 601 628 322 91 E-mail : thana@myeventsinternational.com Web : www.myagricommodity.com
1 ^{ère} session des 4e pourparlers sur le climat en Afrique	27-29 Juillet 2022	Maputo, Mozambique	https://www.uneca.org/events/upcoming-events
Atelier de l'AGN et les points focaux nationaux	2 - 3 Août 2022	Addis-Abeba, Éthiopie	https://africangroupofnegotiators.org/
Semaine Africaine du Climat 2022	29 Août 2022 - 2 Septembre 2022	Malabo, Gabon	https://unfccc.int/fr/ACW2022
6 ^e Conférence des Ministres Africains Chargés de l'Etat Civil	24-28 Octobre 2022	Addis-Abeba, Éthiopie	https://www.uneca.org/fr/6COM-RCR
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.intrafricantradefair.com/

HOROSCOPE finance

Bélier Au cours de cette journée un peu chancelante, gardez-vous de toute spéculation ; laissez ce genre de risque aux aventuriers professionnels. Regardez-y à deux fois avant de prêter de l'argent à des personnes qui ne sont pas tout ce qu'elles s'efforcent de paraître. Certains natifs tireront profit d'un second métier ou d'un passe-temps.

Taureau Avec Mercure dans votre camp, vous n'aurez aucun mal à équilibrer votre budget, et pourriez même bénéficier d'un apport d'argent imprévu et... bienvenu. Neptune, l'un des astres qui dirigent pour vous le plan financier, travaillera de concert avec Saturne, une planète d'organisation, ce qui vous aidera à agir en excellent gestionnaire.

Gémeaux Côté argent, il faudra vous serrer la ceinture. Si vous vous laissez aller à multiplier les dépenses superflues, l'équilibre de votre budget ne tardera pas à être compromis.

Cancer Vous allez probablement dépenser sans compter et pas toujours à bon escient. Ne soyez pas aussi large : on va finir par abuser de votre gentillesse. Sachez que l'estime et l'amitié ne s'achètent pas. Comptez plutôt sur vos compétences et vos qualités de cœur.

Lion Avec l'appui musclé de Neptune en bons aspects, vous passerez une journée sans problème financier et pourrez même espérer des rentrées conséquentes ou une prime quelconque. Si votre métier touche de près ou de loin la joaillerie, faites preuve de vigilance et de prudence dans vos diverses transactions.

Vierge Pluton, en aspect harmonieux, devrait jouer positivement pour vous en matière financière, vous aidant à augmenter vos revenus, à choisir de meilleurs placements, et à vous lancer dans des investissements rentables. Pour quelques natifs, un héritage est possible.

Balance Autant le préciser tout de suite : cette configuration de Saturne n'augure rien de fameux dans le secteur finances. Au mieux, elle vous contraindra à accepter une période de restriction. Au pire, elle va provoquer de nombreux retards dans des rentrées d'argent, ce qui vous obligera à refaire vos comptes. En attendant que la situation se rétablisse, ce qui ne saurait tarder, essayez de ne pas en faire une maladie.

Scorpion Resserrez les cordons de votre bourse, sinon vous craquerez pour un oui pour un non. Et ce ne sera vraiment pas le moment ! D'autres dépenses, indispensables celles-là, vont se présenter : tâchez d'y faire face.

Sagittaire Sur le plan financier, votre côté plutôt rêveur et insouciant pourra vous faire rater d'excellentes occasions que vous offrira Saturne. Aussi serait-il utile, en cette journée, de vous adjoindre l'aide d'une personne plus réaliste et plus compétente.

Vendredi 1er Avril 2022

L'environnement astral de la présente journée pourra vous ouvrir l'appétit pour les gains pécuniaires au point de dépasser tous vos espoirs. La spéculation, en particulier, sera très alléchante et, pour une fois, vous feriez bien de succomber à la tentation. On ne peut évidemment prétendre que l'opération se fera sans risques, mais ceux-ci seront acceptables si vous savez vous cantonner dans les limites raisonnables.

Capricorne

La Lune en cet aspect vous donnera de la combativité, mais aussi un besoin de satisfaire toutes vos envies de luxe et de prodigalité. Soyez raisonnable : évitez les dépenses inutiles, pour ne pas vous priver du nécessaire.

Verseau Votre jugement en matière de finances sera obnubilé aujourd'hui par l'action hostile de Pluton mal aspecté. Vous risquez fort de faire une mauvaise évaluation de la conjoncture. Ce ne sera donc pas le moment de vous lancer dans des spéculations trop importantes.

Poissons Soyez d'une extrême prudence dans vos dépenses, en particulier si elles impliquent un emprunt de longue durée. Les dettes sont faciles à contracter et les dépenses plus faciles encore à effectuer, mais les remboursements seront plus pénibles qu'il n'y paraît : voilà le piège qui vous attend ! Et tout le monde sait aussi que "les dettes réduisent l'homme libre en esclave" (Publilius Syrus).

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007

Sikèkòdji zone résidentielle, 2^{ème} rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site : www.leconomistbenin.com

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(00229) 95 429 626 / 97 096 417

Assistant du Directeur Général

Calixte ADIYETON
(66 232 545)

Secrétaire caissière

Ella Viviane HOUEHOMEGAN (97 14 85 43)

Directeur de publication

Jules AFFODJI

Rédacteur en chef

Calixte ADIYETON
(66 232 545)

Secrétaire de rédaction

Abdul Wahab ADO
(66656265)

Rédacteurs

Nestor DEHOUINDJI
Félicienne HOUËSSOU
(96 92 43 46)

Bidossessi WANOU
(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU
Hubert DOSSOU
Falco Vignon

Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)

Mouhamed Bouhari SAÏDOU

(Br. Borgou/Alibori)

Jules Daniel Mahuto

(Correspondant Zou-colline)

Modeste COCO (Consultant)

Représentant de l'Economiste du

Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France

de l'Economiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Directrice commerciale

Rigel BATCHO
(69190880)

Graphiste

Gisèle NOUDAÏKPON
(62323855)

Commerce et production industrielle au Bénin

Vérification de conformité des produits importés et locaux

Réuni en Conseil des ministres, mercredi 27 juillet 2022, le gouvernement béninois a suivi une communication sur la mise en œuvre du programme de vérification de la conformité de divers produits importés ou fabriqués dans les unités de production béninoise.

● Bidossessi WANOU

« Il s'observe l'importation de divers produits de qualité relative voire douteuse ». Ceci, en dépit de l'existence de quelques standards techniques et normes commu-

nautaires. C'est le constat fait par le gouvernement béninois qui a pointé du doigt une défaillance de diverses agences nationales en charge du contrôle de la conformité aux normes. Face à la situation, il y a

lieu de réagir et la mise en œuvre du programme de vérification de la conformité de divers produits importés ou manufacturés localement est ce qu'a préconisé le gouvernement. A cet effet, le Conseil a

autorisé le recours à la société COTECNA. Son intervention permettra notamment d'identifier, pour les produits importés, les différents aléas qui pourraient advenir à l'occasion de leur transport vers le Bénin. Elle favorisera aussi

la création d'emplois et la montée en compétence des acteurs locaux. Cela devrait aboutir au renforcement de la confiance des consommateurs et des clients du marché béninois dont le gouvernement témoigne

par la présente mesure, son souci de leur bien-être et de protection de leurs intérêts. Plusieurs décrets ont été également adoptés à ce conseil qui a autorisé par ailleurs la participation du Bénin à plusieurs rencontres internationales.

REPUBLIQUE DU BENIN
Fédération - Justice - Travail
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
SECRETARIAT GENERAL DU
GOUVERNEMENT
N° 27/2022/PR/SGG/CM/OJ/ORD

COPIE

Compte rendu du Conseil des Ministres

Le Conseil des Ministres s'est réuni ce mercredi 27 juillet 2022, sous la présidence de Monsieur Patrice TALON, Président de la République.

Les décisions ci-après ont été prises :

I- Mesures normatives.

Au titre de ces mesures, ont été adoptés les décrets portant :

- sur la nomenclature d'activités et de produits au Bénin ;
- fusion par absorption, du Laboratoire central de contrôle de la sécurité sanitaire des aliments, par l'Agence béninoise de sécurité sanitaire des aliments ;
- attributions, organisation et fonctionnement de la Direction générale des douanes ;
- approbation des statuts du Centre national de gestion des réserves de faune, ainsi que de l'Agence nationale d'aménagement du territoire ;
- nomination de commissaires aux comptes près les hôpitaux de zone et autres entreprises publiques ;
- nomination des membres du Conseil d'administration de l'Office du baccalauréat.

II- Communications.

Mise en œuvre du programme de vérification de la conformité de divers produits importés ou manufacturés localement.

En dépit de l'existence de quelques standards techniques et normes communautaires, il s'observe l'importation de divers produits de qualité relative voire douteuse. A ce propos, il y a lieu de relever la défaillance des diverses agences nationales en charge du contrôle de la conformité aux normes.

C'est pour pallier cette insuffisance et garantir aux consommateurs la mise sur le marché national de produits répondant aux prescriptions et qualité

exigées, que le Conseil a autorisé le recours à la société COTECNA, qui est l'un des plus importants acteurs de renommée internationale en matière de vérification de la conformité.

Son intervention permettra notamment d'identifier, pour les produits importés, les différents aléas qui pourraient advenir à l'occasion de leur transport vers le Bénin. Elle favorisera aussi la création d'emplois et la montée en compétence des acteurs locaux.

III- Rencontres et manifestations internationales.

Le Conseil a autorisé :

- l'organisation à Cotonou, du 29 juillet au 3 août 2022, à l'occasion des manifestations officielles de la Fête nationale, du spectacle de danses urbaine et contemporaine africaine « Hommage à Germaine ACOGNY » ;
- l'organisation à Abomey, du 15 au 18 août 2022, de l'atelier de la commission permanente "Villes et développement durable" de l'Association internationale des maires francophones ; ainsi que la participation du Bénin ;
- à la 17^{ème} rencontre des chefs de service de renseignements et de sécurité des pays membres de l'Initiative d'Accra, à Ouagadougou, au Burkina-Faso du 26 au 27 juillet 2022 ; et
- au 72^{ème} comité régional de l'Organisation mondiale de la Santé pour l'Afrique, du 22 au 26 août 2022 à Lomé, au Togo.

IV- Mesures individuelles.

Sur proposition des ministres, ont été nommés dans les fonctions ci-après :

- ✓ Au ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de la Promotion de l'Emploi

Conseiller technique juridique

Monsieur Eric NATA

Conseiller technique à la Promotion des Petites et Moyennes Entreprises

Monsieur Aguyi M. CHABI LAFIA

- ✓ Au ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance

Directeurs départementaux des Affaires Sociales et de la Microfinance pour les départements suivants :

- Donga

Madame Anice GAMBARI ADAM

- Atacora

Madame Saoudatou SALIFOU ZAKARI.

Fait à Cotonou, le 27 juillet 2022,

Le Secrétaire Général du Gouvernement,



Edouard OUN-OURO.

CRIET

Liste des 30 détenus libérés

Trente détenus ont été libérés ce mercredi 27 juillet 2022, à la suite d'une décision de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme (Criet). Alidou Houdou, arrêté le 18 avril 2021 dans l'affaire "financement d'actes terroristes et blanchiment de capitaux" a été libéré ce mercredi 27 juillet 2022. L'ex ministre Alidou Houdou est placé sous convocation par la Cour de Répression des

Infractions Economiques et du Terrorisme (Criet). L'activiste politique Nadine Okoumassoun a été également libérée et placée sous convocation. Au total, trente personnes en détention préventive pour des infractions commises lors de l'élection présidentielle de 2021 ont été libérées et placées sous convocation par la Criet.

LISTE COMPLETE DES
30 DETENUS LIBERES

- 1-SAKA Mounirath Garia
- 2-AKOBI Adekounde Abdoul Razack
- 3- ADAMOU Tairou Zoukaléni
- 4- HOUDOU Ali,
- 5- BAH BIO SERO GBASSI Alidou ,
- 6- MOUSSE Arouna
- 7- KABA Gilbert
- 8- TOSSOU Emile
- 9- DOSSA Paulin
- 10- ODJO DIMON Valère ;
- 11- AFOUDA Innocent
- 12- OYEDJI Joël
- 13- ADJOFOBA Afouda Luc;
- 14- BIAOU Fulbert;
- 15- KOLAWOLE Bio Emmanuel
- 16- HOUENOU Sènan Fred Glawdys

- 17- AMOUSSOU Babatoundé Olakounde Sidoine
- 18- AMADOU Moutalabi
- 19- AFFOUDA Yacoubou Guedéou Allamou
- 20- ALADJA Rodrigue;
- 21- TIDJANI Moussiliou;
- 22- OFIN Désiré
- 23- AGBOTCHOTCHO Amadou Paul
- 24- LAOUROU Moudjibou Omoniyi
- 25- AKO Razack dit "DJ RAZO"
- 26- GLIN Bidossessi Emile
- 27- KPADONOU Serges Christian
- 28- AHOANGANNOUN Mahougbe Bienvenu
- 29- OKOUMASSOU A. NADINE
- 30- SOULEMANE FATI Alias AÏCHA

Pluies diluviennes

Le Borgou et l'Alibori éprouvés par les inondations

La saison des pluies fait des dégâts dans plusieurs localités des départements du Borgou et de l'Alibori. De fortes averses successives depuis quelques jours ont causé d'importants dégâts au niveau des ménages. Une situation face à laquelle les populations, ainsi que les autorités peinent toujours à trouver une solution.



Le constat est bien désolant sur le terrain. Plusieurs agglomérations restent complètement inondées suite aux pluies diluviennes enregistrées ces trois derniers jours. Les routes, déjà en mauvais état et en cours d'asphaltage, sont littéralement impraticables.

A Parakou, les zones reculées restent les plus touchées par les inondations. Le quartier Dokparou, dont les rues sont bloquées

par les eaux, empêchant le passage des usagers de la route, en est un exemple. Des bonnes volontés tentent tant bien que mal d'atténuer le sinistre mais cela reste insuffisant.

Près de 400 sans-abris dans l'Alibori !

Du côté du département de l'Alibori, on déplore un nombre important de sans-abris et de dégâts matériels. Selon l' élu local Sams-

Dine Adamou Assouma, 74 ménages ayant une taille moyenne de 05 membres ont été touchés, soit exactement 370 sinistrés dans la commune de Kandi. Cependant, aucune perte en vie humaine n'a été déclarée.

Par ailleurs les dégâts matériels sont énormes. En témoigne la destruction de magasins contenant environ des centaines de tonnes d'engrais chimiques, des tonnes de soja, de maïs, de mil, de sorgho, de néré et plusieurs hectares de champs qui n'ont nullement été épargnés par les inondations.

Depuis, les populations lancent un cri de cœur à l'endroit des autorités pour obtenir de l'aide. L'état d'urgence doit donc être de mise face à ces intempéries sûrement dues aux effets du changement climatique.

Mouhamed Bouhari SAÏDOU (Correspondant Borgou-Alibori)

UEFA

Le retour des tribunes debout en coupes d'Europe

La saison 2022-2023 n'a pas encore débuté que les supporters sabrent déjà le champagne et craquent leurs premiers fumigènes. En effet, le comité exécutif de l'UEFA a approuvé, mercredi, le retour des tribunes debout dans ses compétitions européennes pour la saison à venir, et ce dans trois pays, l'Angleterre, l'Allemagne et la France. Deux autres pays (l'Italie et l'Espagne) auraient pu bénéficier de cette mesure mais aucune équipe qualifiée en Coupe d'Europe n'avait de stade adapté à la configuration debout. En France, cette mesure concerne le Parc des Princes, qui faisait partie du programme d'expérimentation mis en place par la LFP ces dernières années, et la Beaujoire de Nantes, dont la tribune Loire est considérée comme une tribune debout selon les critères de l'UEFA. Cette décision historique est le résultat d'un immense travail de lobbying mené depuis de nombreuses années maintenant par les associations de supporters, Football Supporters Europe en tête, qui avait

fait de cette question l'un de ses chevaux de bataille, auprès de l'instance européenne. Pour Ronan Evain, le directeur exécutif de FSE, ce n'est ni plus ni moins qu'« une victoire colossale pour les tribunes européennes ». « La FSE salue cette décision comme une étape logique et positive vers une réévaluation complète de la politique multiplace de l'UEFA », peut-on lire dans le communiqué de l'association publié mercredi. Instaurée dans les années 90 pour répondre à un besoin de sécurité, l'interdiction des tribunes debout était finalement devenue obsolète aux fils des années avec la modernisation des stades, comme l'explique Ronan Evain. « C'est une avancée historique et légitime parce que la position de l'UEFA ne reposait pas sur des éléments objectifs, c'était une conséquence des catastrophes des années 80, sauf que les stades ont changé, la sécurisation des stades aussi, donc cette position paraissait de plus en plus absurde. »

Une saison-test

D'autant qu'entre-temps,

certains pays comme l'Allemagne, la Suède, la Norvège et l'Autriche avaient fait le pari de maintenir des portions de stades où les supporters pouvaient se tenir debout pour encourager leur équipe. Ces dernières années, l'Angleterre, l'Ecosse, les Pays Bas et la France ont eux aussi peu à peu revu leur position sur le sujet. « A partir du moment où ces grands pays de foot réintroduisaient les tribunes debout, la position de l'UEFA n'était plus tenable », avance Ronan Evain.

Une précision importante s'impose cependant : cette autorisation n'est pas un blanc-seing donné aux supporters des pays concernés puisqu'il ne s'agit là que d'une saison-test, comme l'a précisé le secrétaire général de l'UEFA, Theodore Theodoridis dans un communiqué : « L'objectif du programme est de permettre à l'UEFA d'observer l'utilisation normale d'une gamme d'installations debout différentes dans les pays participants d'Angleterre, de France et d'Allemagne, au cours de la saison à venir.

20 minutes

GDIZ vue par le ministre français du commerce extérieur

« Un miracle économique » salué par Olivier Becht

En visite au Bénin, une délégation d'investisseurs français conduite par le ministre délégué au Commerce extérieur de France, Becht Olivier, s'est rendue, mercredi 27 juillet 2022, sur le site de la Zone industrielle de Glo-Djigbé. Occasion pour la partie française de découvrir les réalisations en matière de développement du tissu industriel au Bénin.



● Arrivée de la délégation sur le site de la GDIZ

● Sylvestre TCHOMAKOU

Pari du gouvernement du Président Talon pour accélérer la diversification de l'économie béninoise, la zone industrielle de Glo-djigbé (GDIZ) ne manque pas de séduire les visiteurs quels qu'ils soient. En marge de la visite au Bénin du Président français, Emmanuel Macron, le ministre délégué au Commerce extérieur de la France, Olivier Becht et une suite d'investisseurs français se sont rendus sur le site de la GDIZ dont la première phase des travaux est presque achevée et accueille déjà diverses installations. Conduite par la ministre de l'industrie et du commerce du Bénin, Alimatou Shadiya Assouman, la délégation, pour cette visite, a été entretenu sur la genèse de la GDIZ, sa mission et son niveau actuel de mise en œuvre. L'occasion a, par ailleurs, été pour elle

de découvrir la maquette de la zone, les différents entrepôts notamment ceux de noix de cajou, le centre de formation aux métiers du textile où plus de 500 jeunes filles et garçons sont en formation. Une découverte qui n'a pas laissé indifférent le ministre Olivier Becht et les opérateurs économiques français présents. « Je suis très impressionné par le dynamisme qui se dégage de cette nouvelle zone économique (...) la France pour l'instant est absente de la première phase mais il y a trois (03) phases, et je souhaite que dès la phase II nous ayons des entreprises françaises qui s'y installent (...) », a-t-il assuré, avant de souligner qu'il s'agit d'un « miracle économique qui est en train de se produire ». Intervenant, la ministre Alimatou Shadiya Assouman a, pour sa part, réitéré

la disponibilité du Bénin à accompagner la présence d'entreprises françaises sur la plateforme de la GDIZ. « Ce que nous avons vu ici est impressionnant, ça va très vite et ça ira plus vite puisqu'après ces 400 hectares, les 1200 hectares seront aménagés pour plus d'entreprises. », va-t-elle souligner. Cette visite vient donc donner de nouvelles perspectives en matière d'investissement des entreprises françaises au Bénin. Il importe de préciser qu'au nombre des investisseurs français qui ont fait le déplacement sur la GDIZ figure André Dupon, Président du Groupe VITAMINET ; un groupe inclusif créé depuis plus de 40 ans, et qui est devenu le premier groupe français de structures d'insertion par l'activité économique (SIAE), grâce à l'accompagnement vers l'emploi de près de 100.000 hommes et femmes.

Intervention du ministre français Olivier Becht

« Je suis très impressionné par le dynamisme qui se dégage de cette nouvelle zone économique. Le Président de la République, Emmanuel Macron qui vient en visite officielle au Bénin souhaite qu'à travers les liens d'amitié que nous entretenons entre nos deux pays, nous puissions accroître également les échanges économiques. Et je vois que cette zone d'activités offre d'énormes potentiels. Je souhaite que de nombreuses entreprises françaises viennent s'y installer, investir au Bénin pour pouvoir bénéficier de cette opportunité, de cette porte ouverte qui n'est pas seulement sur le Bénin mais aussi sur l'Afrique.

La France pour l'instant est absente de la première phase mais il y a trois (03) phases, et je souhaite que dès la phase II nous ayons des entreprises françaises qui s'y installent. Certaines sont déjà venues avec moi aujourd'hui et je suis sûr que certaines d'entre elles investiront très prochainement, et nous allons monter deux missions économiques. Nous en avons une qui sera prévue d'ici à la fin de l'année pour que les béninois puissent venir présenter cette zone aux investisseurs Français ; et puis je suis certains que les investisseurs français viendront à leur tour au Bénin voir de leurs yeux ce que nous avons pu voir aujourd'hui. C'est dire le miracle économique qui est en train de se produire à la fois dans l'aménagement, mais surtout dans le dynamisme économique de l'implantation des entreprises (...) que ces entreprises françaises puissent en tirer des conclusions et venir à leur tour investir et profiter de ces opportunités. »



enoc اينوك

PETROL Fuel Injector Cleaner

Fuel Injector Cleaner

DIESEL ديزل

PETROL بترول

Maximise la performance des moteurs

Restaure et améliore l'efficacité du carburant

Elimine les dépôts et le bullup dans les moteurs et les systèmes d'alimentation.



ENOC FUEL INJECTOR CLEANER

Le nettoyant des injecteurs pour moteurs Essence et Diesel

Service clients : (Appel et WhatsApp) +229 97 50 27 23 | JNP BENIN

